



Ville de Lisle-sur-Tarn

Lisle-sur-Tarn, le 29 janvier 2015

Maryline LHERM

Maire de Lisle-sur-Tarn
Conseillère Générale

Monsieur le Premier Ministre,

Je suis maire de Lisle-sur-Tarn, petite ville du Tarn devenue tristement célèbre en raison des événements liés au projet de retenue d'eau de Sivens. Située sur la commune de Lisle-sur-Tarn au cœur de la forêt de Sivens, la Maison Départementale était un des lieux les plus fréquentés du département en matière de pédagogie environnementale. Elle recevait chaque année pas moins de 30.000 visiteurs et 12.000 écoliers.

Aujourd'hui, le site de la future retenue d'eau est devenu inaccessible pour le public. La route départementale a été défoncée, des barricades ont été scellées dans du béton et l'ouvrage d'art sur le Tescou a été détruit. Pire encore, le terrain est piégé (on y trouve des pièges à loups, des piques dans le sol), et une ligne à haute tension a même été endommagée. Une vision d'une autre époque !

Les services de sécurité du département du Tarn possèdent une banque photo édifiante. Le dernier passage de l'hélicoptère de la Gendarmerie Nationale fut une nouvelle fois la cible de tirs....

Ce territoire habité est devenu une zone de non droit, dont les entrées sont surveillées par des gens cagoulés et porteur d'armes blanches.

Monsieur le Premier Ministre, les habitants de Sivens ont approuvé et apprécié vos messages suite aux derniers événements dramatiques qui ont endeillé notre pays et bafoué notre démocratie. S'ils peuvent partager cet élan national de rassemblement démocratique, sachez qu'ils se sentent aujourd'hui totalement abandonnés à leur sort face à leurs problèmes.

Je me permets de vous rappeler que trois familles de Sivens sont actuellement privées de leur domicile, et hébergées chez des proches ; une quatrième est en double résidence. Les agriculteurs n'ont plus accès à leurs parcelles, et subissent régulièrement vols et dégradations. Cette occupation sauvage à Sivens n'est plus acceptable, du fait de l'insécurité qui y règne mais également du problème sanitaire qui en découle, et ce dans un silence assourdissant. En effet, il faut savoir qu'une structure vient vacciner les chiens des occupants du site, qui vivent eux-mêmes dans un profond déni des règles d'hygiène, ce qui amène régulièrement des doutes quant à la qualité de l'eau. Dans quel état d'insalubrité allons-nous retrouver Sivens après leur départ ?

Votre déclaration solennelle de rassemblement, d'État de droit, de démocratie et de liberté suite aux attentats de Paris, a été recue à Lisle-sur-Tarn comme un message d'espoir. La population a cru que la situation insensée que nous subissons allait enfin être prise en compte par l'État.

La déclaration de Ségolène Royal, hier à l'Assemblée Nationale a malheureusement anéanti toute perspective d'apaisement.

Le 4 novembre dernier, à l'issue de la conférence de presse suivant la réunion que nous avons eue au Ministère, Madame Royal avait annoncé l'évacuation du site. Le 19 décembre lors d'une seconde visite au Ministère, Madame Royal m'a clairement affirmé que le site serait évacué dès lors que les experts auraient rendu leur rapport. Hier à l'assemblée nationale, la Ministre de l'Écologie a tenu un tout autre propos, répondant à la question du député du Tarn, Philippe Folliot, qu'il appartenait à présent au Conseil Général du Tarn de statuer sur les propositions des experts... C'est l'incompréhension totale chez les riverains, dont la colère gronde devant des promesses non suivies d'effet, cette dernière annonce de Ségolène Royal ayant été ressentie comme une reculade. Nous sommes dans une problématique du maintien de l'ordre et de la démocratie, déconnectée de la pertinence de la retenue d'eau.

En qualité de maire, je vous confirme que la tension est à son comble, d'autant qu'un rassemblement illégal d'envergure nationale est annoncé pour le 1^{er} février. Je tiens à vous préciser par la présente que je me dégage de toute responsabilité, en vous demandant cependant d'assurer la sécurité des populations à cette occasion.

Monsieur le Premier Ministre, face à cette situation insupportable, je me permets de vous demander un entretien rapide, voire un rendez-vous pour essayer de trouver une solution afin de rétablir la démocratie à Sivens et dans le Tarn, avant que ne survienne un autre drame.

J'adresse une copie du présent courrier à Monsieur le Préfet de Région et à Monsieur le Préfet du Tarn, en espérant que vous voudrez bien leur donner les moyens nécessaires pour rétablir l'ordre public.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, mes respectueuses salutations.



Maryline LHERM, maire de Lisle-sur-Tarn

06.81.84.58.65

Maryline.lherm@bbox.fr